

Voilà qui augure bien de l'avenir, monsieur le président. Le gouvernement canadien encourage d'ailleurs de plus en plus ses citoyens à accepter des responsabilités accrues au sein de la communauté des nations. Le Mexique est au nombre des pays avec lesquels nous comptons bien affermir et étendre nos relations. Nous poursuivrons dans la même voie, dans la compréhension et le respect de nos mentalités et génies nationaux respectifs. Ce sont là les éléments qui ont servi à l'élaboration des principes directeurs du Centre de recherches pour le développement international du Canada, par exemple. Le Centre, qui est un organisme financé par le gouvernement canadien mais dirigé par un conseil d'administration international, effectue actuellement en Amérique centrale et en Amérique du Sud, des travaux de recherches variés allant de l'agriculture et l'alimentation à la démographie et aux sciences de la santé. A l'heure actuelle, rien que pour le Mexique, des travaux exigeant des mises de fonds de l'ordre de deux millions de dollars sont en cours.

Le Centre de recherches pour le développement international n'est qu'un exemple des nombreuses initiatives du Canada, sur le plan international, et des efforts qu'il déploie pour aider les populations en voie de développement à s'assurer une existence convenable et digne. Lorsque vous vous adressiez au Parlement canadien en 1973, monsieur le président, vous aviez parlé en termes émouvants des aspirations des pays non industrialisés et employé une formule que je n'ai pas oubliée. Vous affirmiez alors que l'équilibre mondial n'était possible que si les relations entre les divers pays reposaient sur "les principes de l'équité internationale". Votre participation à la formulation de ces principes, notamment dans le cas de la Charte des droits et devoirs économiques des États, vous a valu considération et respect. Le Canada s'engage, je vous en donne l'assurance, monsieur le président, à tout mettre en oeuvre pour réaliser un partage plus équitable des biens entre les pays du monde et poser les bases d'une communauté internationale équilibrée et coopérative.

Nous ne négligeons aucune occasion d'engager un dialogue positif avec d'autres gouvernements afin d'élucider les principes qui devront régir les relations économiques internationales. Nous avons participé aux deux dernières séances spéciales de l'Assemblée générale, agi en qualité d'hôte du Groupe McIntyre, et présidé pendant de nombreux mois le Comité intérimaire du fonds monétaire international. Nous prenons part aux négociations commerciales multilatérales à Genève et nous venons d'être élus coprésident de la Conférence sur la coopération économique internationale. Croyez bien, monsieur le président, que nous prenons fort à coeur ces démarches et responsabilités.